

## **Toutes et tous ensemble dans l'action le 19 mars pour faire entendre nos revendications.**

Macron et son gouvernement, aux ordres du patronat et de la finance, continuent à refuser d'entendre les exigences qui s'expriment dans les mobilisations dans les entreprises et services ou sur les ronds-points et les manifestations tous les samedis depuis plus de 3 mois.

A l'inverse, après avoir usé d'une violence aveugle contre les manifestant·es, engendrant des milliers de blessé·es et mutilé·es, d'arrestations arbitraires, ils remettent en cause la liberté fondamentale de manifester avec l'adoption de la loi dite « anti-casseurs ».

Les annonces faites par le gouvernement sont une nouvelle démonstration de l'escroquerie de l'opération « grand débat national », visant à apaiser la colère, en donnant, en apparence, la parole aux citoyen·nes.

Pendant que Macron se pavane dans des débats devant des auditoires, majoritairement triés sur le volet, les mauvais coups sont confirmés ou accélérés.

### **- Système d'Indemnisation du chômage**

Après le décret du 30 novembre 2018 durcissant les sanctions contre les chômeurs·euses, le gouvernement exige 3 milliards d'euros d'économie sur leur dos. Le patronat en rajoute en réclamant à corps et à cris de nouvelles baisses de l'indemnisation et refuse toute limite à la précarité.

### **- Les services publics**

Le gouvernement maintient ses mesures de privatisations et de suppressions d'emplois. Parmi les mesures annoncées, c'est le retour du gel du point d'indice, l'individualisation des salaires et du déroulement de carrière par la rémunération au mérite. C'est tout un arsenal de dispositions organisant la mobilité forcée, accompagnée de suppressions importantes d'emplois, le recours massif à l'emploi précaire, l'introduction de ruptures conventionnelles pour favoriser l'abandon et la privatisation des missions.

A cela, s'ajoute la remise en cause des organismes consultatifs de la fonction publique, le tout constituant une attaque grave contre le statut de la fonction publique, porteuse de très lourds reculs pour l'ensemble de la population, aggravant encore plus les inégalités.

Le gouvernement entend imposer ce projet à la hussarde par procédure accélérée, voire ordonnances.

### **- La santé**

La Ministre Buzyn a déposé un projet de loi, accélérant notamment le saccage de l'hôpital public, la fermeture de services, voire d'établissements, malgré les préoccupations quotidiennes de la population face aux difficultés de plus en plus dramatiques pour pouvoir accéder aux soins. Elle prévoit la aussi, de faire adopter cette loi au pas de charge, par ordonnance.

### **- L'Education Nationale**

Après ParcoursSup, la réforme du BAC, la loi Blanquer se traduira par encore plus de sélections arbitraires pour mener des études et une sélection par l'argent comme pour les étudiant·es étranger·es.

### **- Le pouvoir d'achat**

Refusant de répondre à l'urgence d'augmenter les salaires, retraites et minima sociaux, les vraies fausses mesures pour limiter les hausses sont à peine annoncées par Macron qu'elles sont déjà remises en cause à l'exemple de l'Energie ou du péage des Autoroutes et que les prix du carburant repartent à la hausse.

Par contre, la suppression de l'ISF et tous les cadeaux au patronat sont maintenus.

## - les retraites

Le haut-commissaire aux retraites confirme son projet de régime par point, de casse de tous les régimes existants et leurs garanties, et programme une baisse brutale des pensions pour toutes et tous.

Quant au patronat, il continue à camper sur les dogmes de la baisse du coût du travail et de la sacro-sainte compétitivité, s'acharne à remettre en cause tous les acquis sociaux des salarié-es.

Il s'entête à refuser de répondre aux revendications qui s'expriment par une autre répartition des richesses que les salarié-es sont les seuls à créer, tout en poursuivant leur stratégie de délocalisations, fermetures d'entreprises au nom du profit.

Et pourtant, ils continuent d'engranger des profits faramineux et à bénéficier des largesses du gouvernement.

- **57,4 milliards** d'euros de dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 en 2018.
- **40 milliards** d'euros de CICE offerts aux entreprises en 2019, sans aucun effet sur l'emploi ou l'investissement productif.
- Plus de **200 milliards** d'euros d'exonérations de cotisations sociales, d'aides fiscales diverses et variées, financées par nos impôts.
- plus de **100 milliards** d'euros d'évasion et de fraude fiscale.

Face à cette situation, il n'y a pas d'autres solutions pour tous les salarié-es, les retraité-es et chômeurs-euses, la jeunesse que de généraliser les actions sur tous les lieux de travail et de vie, sous toutes les formes pour imposer d'autres choix.

Seule la mobilisation massive et convergente de toutes et tous contraindra patronat et gouvernement à répondre aux revendications.

L'heure est à l'amplification et à la convergence des actions et des luttes.

Toutes et tous ensemble, exigeons le progrès social et une autre répartition des richesses pour élever les conditions de travail et de vie des salarié-es, de la population.

Dans cet objectif, les organisations syndicales CGT – FO – FSU – Solidaires de Loir & Cher appellent à agir ensemble, dans l'unité la plus large, à se mettre en grève, à débrayer, ou sous toutes autres formes et à **manifester le mardi 19 mars** :

- Romorantin : **10H30 devant la sous-préfecture,**
- Vendôme : **10H30 place St Martin, suivi d'un Barbecue revendicatif devant Pôle Emploi,**
- Blois à **14H30 devant la Préfecture.**

### Pour exiger :

- une véritable augmentation des salaires, du point d'indice, des retraites et minima sociaux,
- le développement de l'emploi stable et qualifié, à temps plein, en CDI dans le privé, sous statut dans le public,
- la reconquête d'un service public de qualité et de proximité, répondant aux besoins des populations,
- le renforcement de notre sécurité sociale solidaire, financée par les cotisations sociales,
- l'arrêt de toutes les réformes en cours (chômage, fonction publique, santé, retraites) et l'abrogation de toutes les lois régressives (Rebsamen, Macron, El Khomri, NOTRe, etc.)
- l'abandon de la loi anti manifestation et anti grève.

Les organisations syndicales CGT – FO – FSU – Solidaires de Loir & Cher appellent tous les salarié-es, retraité-es, chômeurs-euses, la jeunesse à débattre sur chaque lieu de travail et de vie et à décider de la poursuite et de la forme de l'action pour amplifier la mobilisation jusqu'à la victoire.

**Ensemble, unis, solidaires et déterminés dans l'action nous allons gagner.**

*Blois le 5/03/2019*